



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 453 – 8 juillet 2022

❖ Régional

Evolution favorable de l'activité économique dans l'UEMOA en mai 2022

Selon le [bulletin mensuel des statistiques](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité économique se sont améliorés, traduisant une orientation favorable de la conjoncture au mois de mai 2022. S'agissant des indices du chiffre d'affaires, ceux du commerce et des services marchands ont respectivement progressé de 13,9% et 12,1% en glissement annuel (g.a.) en mai 2022 tandis que l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 5,8% en g.a. De même, l'indicateur du climat des affaires dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprises sur la conjoncture, a progressé de 1,2 point en moyenne en g.a., principalement au Sénégal (+6 points en g.a.), au Niger (+5,1 en g.a.) et en Côte d'Ivoire (+2,9 en g.a.). Toutefois, à noter la baisse de l'indicateur en Guinée-Bissau (-5,9 en g.a.) et au Mali (-7,6 en g.a.). L'inflation au sein de l'UEMOA s'est établie à 6,8% en g.a en mai (même niveau que le mois précédent), principalement tirée par les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (contribution de +5,3 points de pourcentage).

Wave lève 90 M EUR pour développer ses activités en Afrique de l'ouest

Dans [un communiqué](#) publié le 6 juillet 2022, la Société financière internationale (SFI) a annoncé avoir arrangé un financement de 90 M EUR, dont

LE CHIFFRE À RETENIR

6,8%

Le taux d'inflation en g.a en mai 2022 au sein de l'UEMOA

un prêt de 25 M EUR de sa part et le reste apporté par d'autres institutions financières de développement (Finnfund et Norfund) et investisseurs (Symbiotics, Blue Orchard, responsAbility et Lendable). Ce financement aidera Wave à développer ses activités notamment en Côte d'Ivoire et au Sénégal en lui permettant (i) d'approfondir son offre et élargir sa clientèle ; (ii) de répondre à la croissance de la demande ; (iii) d'établir une structure tarifaire simple et des coûts de transaction réduits. La SFI entend ainsi favoriser l'accès aux services financiers numériques car celui-ci reste limité dans la région, avec seulement 24% de comptes de mobile money actifs, contre 34 % en Afrique de l'Est en 2020.

❖ Bénin

250 M USD additionnel de la BM en faveur de l'accès à l'eau potable

Dans [un communiqué](#) publié le 2 juillet 2022, le gouvernement a annoncé avoir obtenu un financement additionnel de 250 M USD de la Banque mondiale (BM), pour son Programme

d'accès à l'eau potable en zone rurale (AQUA – VIE). Ce financement, en phase avec le Programme d'action du gouvernement 2021-2026, permettra la mise en place de 80 nouveaux systèmes d'approvisionnement en eau (venant compléter les 126 en cours de réalisation) et de couvrir les besoins de 3 millions personnes en milieu rural. Le programme Aqua – Vie a permis une amélioration significative de la couverture en eau potable des zones rurales. Estimée à 42% en 2017, la couverture moyenne des services en eau dans les zones rurales serait de 73% en 2022 sur le territoire. Pour rappel, le gouvernement ambitionne de rendre l'eau potable disponible pour tous d'ici 2026.

🍷 Burkina Faso

70% des exportations à destination de la Suisse au 1^{er} trimestre 2022

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), les exportations [se sont élevées](#) à 782,6 Mds FCFA (1,2 Md EUR) au 1^{er} trimestre 2022, soit une progression de 4,5% en glissement annuel (g.a.) tandis que les importations ont progressé de 35,2% en g.a. à 741,1 Mds FCFA (1,1 Md EUR). Les principaux produits exportés ont été l'or (67,1% des ventes) et le coton (17,2%) tandis que les principaux clients ont été la Suisse (70,8% des ventes), la Côte d'Ivoire (4,5%) et la France (3,6%). Les principaux produits importés ont été les produits pétroliers (24,7% des achats), les produits pharmaceutiques (8,1%) et les chaux, ciments et matériaux de construction (4,5%) tandis que les principaux fournisseurs étaient la Chine (12,1% des achats), la Côte d'Ivoire (8,3%) et la France (6,7%).

Le DPBEP 2023-2025 adopté par l'Assemblée législative de transition

Le 30 juin 2022, le Ministre de l'Economie et des Finances [a présenté](#) le Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) pour la période 2023-2025 à l'Assemblée législative de transition, après son

adoption en Conseil des Ministres le 25 mai 2022. Pour 2023, le scénario de base prend en compte **l'impact de la guerre russo-ukrainienne**, la levée progressive des mesures de restrictions imposées par la pandémie de la COVID-19, le contexte sécuritaire national dégradé et une campagne agro-sylvo-pastorale favorable. Ainsi, les recettes sont projetées en hausse de 8,6% par rapport au budget 2022 à 2 552,8 Mds FCFA (3,9 Mds EUR) tout comme les dépenses de 8,1% à 3 157 Mds FCFA (4,8 Mds EUR). Les actions seront, entre autres : (i) lutter contre le terrorisme et restaurer l'intégrité de l'Etat ; (ii) apporter une réponse à la crise humanitaire ; (iii) refonder l'Etat et améliorer la gouvernance.

🍷 Cap-Vert

Hausse moyenne de 26% des prix du carburant et du gaz butane

Dans un communiqué du 30 juin 2022, l'**Agence multisectorielle de régulation de l'économie (ARME)** [a annoncé](#) une augmentation des prix du carburant et du gaz butane, entrée en vigueur le 1^{er} juillet suivant. Cette hausse serait en moyenne **de 25,8% pour l'ensemble des produits concernés**. Ainsi, entre autres, le gasoil est désormais vendu à 181,3 CVE (1,65 EUR) le litre, soit une hausse de 18,2% ; **l'essence à 189 CVE** (1,73 EUR) le litre, soit une baisse de 0,9% ; et le gaz butane à 167,8 CVE (1,52 EUR) le kg, soit une baisse de 5,3%.

🍷 Côte d'Ivoire

Plus de 6 M EUR de la CDC-CI pour les TPE/PME

Le 1^{er} juillet 2022, la Caisse des dépôts et consignations de Côte d'Ivoire (CDC-CI) [a signé](#) une convention de partenariat avec COFINA Côte d'Ivoire et FIN'Elle pour la mise en place d'un mécanisme de financement des TPE/PME. Cette convention de 4 Mds FCFA (6,1 M EUR) servira à financer les TPE/PME qui interviennent dans les secteurs de la transformation des

produits locaux, de la santé, de l'économie verte, de l'éducation, du digital, mais également à favoriser l'entrepreneuriat féminin. Pour rappel, le Groupe COFINA est une institution financière dédiée à la mésofinance, le "chaînon manquant" entre la microfinance et la banque traditionnelle et FIN'Elle est une institution de microfinance dédiée à l'autonomisation des femmes entrepreneures.

Première COP des villes à Abidjan

Les 1^{er} et 2 juillet 2022, [s'est tenue](#) la première COP des villes. Initié par l'Association internationale des maires francophones, elle vise à faire entendre la voix des métropoles aux États dans la lutte contre le changement climatique, en amont de la COP27 qui se tiendra en Égypte, en novembre 2022. A l'issue de ce sommet, les maires ont signé le « manifeste d'Abidjan pour le climat », un engagement à lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, à travers entre autres (i) l'accélération de la mise en place de stratégies d'adaptation aux conséquences du réchauffement climatique, (ii) la coopération décentralisée, et (iii) le développement de solutions basées sur la nature, les énergies renouvelables, une gestion durable des ressources et une économie circulaire.

Partenariat entre l'ANADER, Total Energies et SCANIA pour la valorisation des sous-produits agricoles

Le 5 juillet 2022, l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER), TOTAL Energies et le groupe Scania [ont signé](#) un accord en vue de produire du biocarburant issu de la valorisation des sous-produits agricoles. Ce projet pilote sera mise en œuvre sur 12 mois et devrait permettre la production de 3 000 litres de biodiésel. L'ANADER assurera l'approvisionnement en matières premières, TOTAL Energies apportera son expertise technique et livrera le biodiesel tandis que SCANIA procèdera à la validation de la qualité du produit. Selon le ministre chargé de l'Agriculture, le projet, en plus de rapporter des revenus supplémentaires aux producteurs et transformateurs agricoles, contribuera au

respect des engagements pris par la Côte d'Ivoire en termes de réduction de gaz à effet de serre.

Air Côte d'Ivoire ouvre sa première liaison avec l'Afrique du Sud

Deux ans après la fermeture par South African Airways de sa liaison Johannesburg – Abidjan, Air Côte d'Ivoire [rouvre](#) cette liaison, en proposant une courte escale technique à Kinshasa en RDC. Ce premier long courrier faisait partie, depuis 2019, des plans de développement de la compagnie nationale ivoirienne, qui desservait jusque-là 17 des capitales d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Par ailleurs, une liaison avec la Guinée-Bissau a été également ouverte récemment par la compagnie, renforçant ainsi le positionnement de Hub régional de l'aéroport d'Abidjan

Gambie

Interdiction des exportations de bois

Le 1er juillet 2022, le gouvernement [a annoncé](#) l'interdiction des exportations de bois et révoqué toutes les licences d'exportation de ce bois afin de lutter contre la contrebande de bois de rose. Pour rappel, la Gambie est l'un des plus grands exportateurs mondiaux de bois de rose, selon l'Environmental Investigation Agency (EIA) : entre juin 2012 et avril 2020, elle aurait exporté environ 1,6 M d'arbres de bois de rose, dont la plupart en violation de la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (Cites). En effet, depuis 2017, le bois de rose est répertorié comme espèce en voie de disparition par la Cites.

Libéria

Baisse de 11% des revenus des secteurs extractif et agricole en 2019/2020

Selon le 13^{ème} [rapport](#) sur l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), publié le 30 juin 2022, les revenus issus des secteurs extractif et agricole (précisément les

filières hévéa, palmier à huile et bois) au titre de l'exercice 2019-2020 se sont élevés à 70,9 M USD, soit une diminution de 11% par rapport à l'année précédente. Par secteur, les revenus issus des produits miniers sont les plus importants (45,2 M USD ; 64% des revenus), suivis de l'agriculture (17,4 M USD ; 25%), de la foresterie (7,3 M USD ; 10%) et du pétrole et gaz (0,9 M USD ; 1%). En outre, pour l'année fiscale 2020, les secteurs extractif et agricole auront contribué à près de 54% au PIB, dont 30% pour l'agriculture et la pêche, 15% pour l'activité minière et 9% pour la foresterie. Enfin, ils auraient contribué cette même année à 21% des recettes fiscales et à 12% du total des ressources publiques.

🇲🇱 Mali

La CEDEAO lève les sanctions économiques et financières

Le 3 juillet 2022, prenant note du chronogramme de la transition d'une durée de 24 mois à compter du 29 mars 2022, la Communauté économique des **Etats d'Afrique de l'Ouest** (CEDEAO) [a décidé de lever](#) les sanctions économiques et financières contre le Mali, en vigueur depuis près de six mois. Ainsi, les frontières vont être réouvertes, le commerce reprendre, **les avoirs de l'Etat malien au sein de la BCEAO** ainsi que des entreprises publiques domiciliés dans les banques au sein de la CEDEAO dégelés. Pour rappel, ces sanctions ont poussé le pays à accumuler des arriérés de paiement de dette sur les titres publics maliens et ont réduit les exportations de bétails, coton et or. Selon le FMI, la croissance économique devrait s'établir à 2% en 2022, après 3,1% en 2021.

🇲🇷 Mauritanie

18 M EUR pour lutter contre l'insécurité alimentaire

Le Délégué général à la Solidarité nationale et à la lutte contre l'exclusion (Taazour) et la Commissaire à la Sécurité alimentaire [ont signé](#)

une convention permettant la distribution, sous forme de transferts de cash, de 666 M MRU (18 M EUR) à 65 000 familles vulnérables afin de contribuer à la sécurité alimentaire dans le pays. Cette convention est une mesure immédiate pour faire face à la hausse des cours des matières premières, et à la sécheresse qui a limité les récoltes dans le pays cette année.

🇳🇮 Niger

Plus de 190 M USD de la BM pour améliorer la gestion des dépenses publiques d'éducation et de santé

Le 29 juin 2022, la Banque mondiale (BM) [a approuvé](#) un financement de 191,5 M USD, à travers l'Association internationale pour le développement (IDA), en faveur du Programme pour la gestion de la dépense publique par le résultat pour le capital humain (PGRC). Le programme, d'une durée de 6 ans, vise à consolider les réformes de la gestion des finances publiques pour améliorer le capital humain sur **toute l'étendue du territoire**. Il appuiera également les améliorations structurelles des fonctions gouvernementales essentielles, en améliorant directement la prestation de services dans les zones insuffisamment desservies.

🇸🇳 Sénégal

Le secteur minier a contribué à 4,2% au PIB en 2020

D'après le [rapport d'analyse des données minières](#), malgré la crise sanitaire et ses conséquences sur l'activité économique, le secteur minier a su rester résilient en 2020, en contribuant à hauteur de 4,2% au PIB (contre 3,5% en 2019). Avec 9 508 emplois directs, le secteur minier est le premier poste de recettes du pays en 2020 avec des exportations estimées à 515,2 Mds FCFA (785 M EUR), portées **majoritairement par les exportations d'or (73% du total), de l'ilménite, de rutile et de leucoxène** (12,3%) et de Zircon (10,3%). Les principaux pays

clients ont été Porto Rico (40,6%), l'Australie (22,7%) et la Suisse (7,8%).

1,6 Md EUR envisagé pour atteindre l'autosuffisance alimentaire

Le 5 juillet 2022, le Ministre de l'agriculture et de l'équipement rural a présidé l'atelier de validation de la nouvelle Politique agricole pour la souveraineté agricole durable ([PASAD](#)), volet agricole du plan d'action prioritaire ajusté et accéléré (PAP 2A) du Plan Sénégal Emergent (PSE). Ce nouveau programme d'un coût de 1 021 Mds FCFA (1,6 Md EUR) sur 4 ans, vise l'autosuffisance alimentaire à travers une agriculture performante et durable à l'horizon 2025. Il repose sur trois axes principaux, à savoir (i) le renforcement de la riziculture, (ii) le développement de l'horticulture et (iii) le développement des céréales sèches.

En 2023 le budget de l'Etat atteindrait 9,2 Mds EUR

Selon le ministre des Finances et du Budget, le [budget de l'Etat pour l'année 2023](#) serait en hausse à plus de 6 000 Mds FCFA (9,1 Mds EUR), alors que La loi de finances rectificative pour l'année 2022 a été arrêtée à 5 556,7 Mds FCFA (8,5 Mds EUR). **D'après le ministre, plus de 79% des ressources du budget devraient provenir de la mobilisation interne, le pays s'étant engagé à renforcer son cadre macroéconomique et financier pour atteindre la souveraineté budgétaire.** Par ailleurs, la politique de financement resterait ancrée sur le recours à un endettement prudent axé sur les ressources concessionnelles et sur le développement des partenariats public-privés.

Sierra Leone

Accord au titre de l'ISSD avec le Fonds saoudien pour le développement

Le 22 juin 2022, le Ministre des Finances [a signé](#) un accord au titre de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) avec le Fonds saoudien pour le développement (FSD). Aucun montant de rééchelonnement **n'a été** communiqué. Cet accord intervient dans le cadre d'une visite de 5 jours d'une délégation du FSD en Sierra Leone afin d'initier un projet visant à construire un hôpital et à superviser certains projets en cours tels que : (i) la réhabilitation et l'extension du collège de Fourah Bay ; (ii) la construction de 100 forages solaires ; (iii) le projet d'appui à l'éducation dont l'appui du FSD est de 25 M USD.

Togo

Les dividendes perçus par l'Etat en baisse de 23% en 2021

Selon le [Document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle](#) (DPBEP) 2023-2025, les dividendes encaissés par l'Etat au titre de l'ensemble de ses participations financières en 2021 s'élèvent à 14,7 Mds FCFA (22,4 M EUR), soit une diminution de 22,6% par en un an et de 42,3% en deux ans. Cette situation se justifie par l'importante réduction du résultat net des entreprises publiques. Toutefois, avec la signature de contrats de performance prévue, le résultat net des entreprises publiques devrait s'améliorer de 24,8% en 2022 pour atteindre 18,1 Mds FCFA (27,6 M EUR) ; et croître de 6,1% en moyenne par an pour la période 2023-2025.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international